

LE RAMADAN À BLIDA

Sur fond d'embouteillages et de bagarres

Alors que le mois de Ramadan tire à sa fin, les habitants de Blida ne vont pas oublier de sitôt les vicissitudes qu'ils ont subies, trente jours durant à cause d'une engeance qui profite de ce mois pour courroucer, voire empoisonner la vie des gens.

Si le Ramadan à la ville des Roses a de tout temps été synonyme d'embouteillages, de bagarres et de pickpockets, cette année les choses ont empiré. Ces phénomènes de société, qui s'intensifient périlleusement au détriment du citoyen, rendent ce mois insupportable, voire invivable. Aussi, faire ses emplettes dans les venelles de la ville de Blida est une aventure qui nécessite autant d'audace du fait que si l'on échappe aux conséquences indirectes d'une mêlée qui parfois est délibérément provoquée par des voyous, on ne sort pas indemne d'un vol sous toutes ses formes. Et pour cause, la rue du Bey ou celle appelée rue Abdellah ainsi que les ruelles adjacentes sont infestées de truands qui prolifèrent en ce mois sacré. Profitant de l'enthousiasme des citoyens à faire leurs courses dans ces endroits précis en raison de la

disponibilité de denrées ou autres effets vestimentaires à des prix plus ou moins abordables, les vauriens, pareils à des requins affamés, n'épargnent personne notamment celles qui affichent un relâchement d'attention. Et comme tout le monde est à moitié réveillé durant le mois de carême, la tâche ne sera que facile pour les opportunistes du jour. Un citoyen, qui s'est présenté à notre bureau régional, nous a fait part de son agression à la rue des Coulouglis où il a été victime d'une provocation qui s'est soldée par la subtilisation de son argent.

«C'était un groupe de cinq ou six individus armés de sabres qui m'ont excité par des propos à la limite de l'obscénité. Quand j'ai réagi, l'un d'eux ma mis un couteau, genre épée à lame courte et large, au niveau du ventre. J'ai eu peur. Quand ils sont partis, je me suis rendu compte qu'ils avaient pris tout l'argent qui était

dans ma poche», déplore doublement le citoyen car, dira-t-il, aucun commerçant de cette ruelle ou des passants n'ont eu le courage de réagir. «Les commerçants et les vendeurs ambulants ont peur des repréailles de ces voyous qu'ils connaissent bien», nous confie un riverain de la rue des Coulouglis, un lieu réputé pour ce genre d'agressions et de pickpockets et même de vente de kif. Une femme à qui ils ont pris son sac, nous a dit qu'elle a été plus peinée par la désinvolture des citoyens qui ont détourné les yeux à la vue de son agression que par le vol lui-même. La semaine dernière, plusieurs brigandages ont été enregistrés dans les rues du centre-ville de Blida. Et l'on a même assisté, heureusement, à un acte de

civisme de la part d'un citoyen qui est allé dénoncer à des policiers les auteurs d'un vol qui venait juste d'être commis à la rue Abdellah. «Si vous voulez, demain je les prends en photo et je vous ramène les clichés. Tout le monde les connaît», dira le bon citoyen aux policiers après leur avoir donné les noms des agresseurs. L'un des auteurs fera savoir le citoyen est gardien de voitures. Sur un autre volet, la circulation en voiture à Blida durant le mois de Ramadan est un calvaire. Des bouchons inextricables provoqués par des usagers sans scrupules confèrent à la ville des Roses une image désolante, notamment au niveau des carrefours où le non-fonctionnement des feux tricolores exaspère la situation. Plusieurs chauffourées entre

chauffeurs ont été constatées à cet effet.

Par ailleurs, une réalité angoisse à Blida. Le mois de Ramadan est une aubaine pour les petits revendeurs de kif qui font le plein durant cette tranche de l'année en s'activant au su et au vu de tout le monde, notamment à la rue du Bey, l'entrée de la rue des Coulouglis et celle qu'on appelle la rue Fourier. Une petite virée à ces endroits à quelques minutes du t'our, et l'on ne peut pas ne pas remarquer un drôle de mouvement et de tumulte que provoquent aussi bien les acheteurs que les petits dealers. Néanmoins, il ne faut pas trop se faire remarquer car il y a risque d'une rétorsion aux conséquences fâcheuses car pour ces êtres la pitié n'est ni leur passe-temps ni leur tasse de café. M. B.

Saisie de 4 kg de kif traité

Les éléments de la section de recherches du groupement de la gendarmerie de Blida ont saisi, mardi dernier à 16h20, 4 kg de kif traité.

Ce coup de filet fait suite à des renseignements faisant état de la commercialisation à Ouled Yaïch, à 6 km au

nord de Blida, d'importantes quantités de drogue par un repris de justice connu des services de sécurité. La souricière qui lui a été tendue a porté ses fruits puisque le dealer a été appréhendé avec 4 kg de kif dissimulés dans un bidon d'huile. Il a été présenté hier devant la justice. M. B.

TIZI-OUZOU

La saison hivernale à l'ordre du jour du conseil exécutif

Tirant les enseignements de plusieurs saisons hivernales qui ont causé des dégâts importants aux infrastructures publiques et privées, entraînant parfois des morts et des blessés ainsi que des sinistrés, le conseil de wilaya de Tizi-Ouzou s'est penché sur l'examen des moyens visant à prévenir la répétition, cette année, des situations cycliques alarmantes enregistrées au cours des années 2002, 2005 et 2007.

Des situations où l'on a déploré l'inondation de routes, d'établissement scolaires, d'immeubles d'habitation, faits que l'on pourrait classer au chapitre des conséquences inévitables et imprévisibles dans la plupart des cas, mais aussi des morts, des blessés et de nombreux sinistrés, victimes d'effondrement de leurs habitations traditionnelles ou précaires qui, elles, auraient pu être évitées. A ce titre, les statistiques de la Protection civile sont éloquentes, 56 maisons dont 19 précaires s'étaient effondrées en 2002, 130 familles sinistrées, 61 autres recasées, 341 immeubles inondés au cours de l'hiver de la même année. Des centaines de villages montagneux totalement isolés et affamés durant une semaine en janvier 2005 où les routes étaient bloquées par d'importantes couches de neige. Il a fallu faire intervenir l'armée pour les ouvrir à la circulation et secourir les villageois en rupture d'approvisionnement en produits alimentaires et en gaz butane ; la Protection civile était intervenue 422 fois effectuant 178 évacuations sanitaires, 39 femmes en couches, 51 blessés et 6 décès. A cause de l'absence de chasse-neige au niveau des communes montagneuses, la wilaya a frôlé, en cet hiver 2005, une catastrophe humaine. La leçon a été

vite retenue sur ce plan-là, puisque les communes concernées sont désormais équipées en matériel nécessaire pour intervenir en pareilles circonstances sans attendre le déclenchement du plan Orsec. L'année dernière a quand même connu son lot de dégâts à travers 8 communes de la wilaya, à savoir Tizi-Ouzou, Draâ-Ben-Khedda, Ouadhias, Draâ-El-Mizan, Boghni, Bouzeguène, Tigzirt et Azzefoun. Dans cette dernière commune, il y eut 49 familles sinistrées. A Tigzirt, c'est l'envasement de la station de dessalement d'eau de mer qui a été déploré. Ailleurs, on a enregistré, en particulier, l'effondrement des clôtures de plusieurs institutions administratives, des véhicules emportés par les eaux, le dysfonctionnement des réseaux électriques et téléphoniques. Comme on peut s'en rendre compte à la lecture des lignes qui précèdent ce sont plusieurs secteurs d'activité qui sont concernés par la préparation de la saison hivernale 2008/2009 et

c'est à juste titre que la question est soumise à l'examen du conseil de wilaya. Il s'agit non seulement d'attirer l'attention sur les sites à risque, désormais recensés, mais aussi de mobiliser les moyens matériels et humains disponibles afin de faire face à toute éventualité. Il s'agissait aussi de faire le point sur les projets en cours de réalisation destinés à protéger certains quartiers et localités contre le déferlement des eaux pluviales. Cinq ovoïdes allant de 350 à 815 m sont, à cet effet, en cours de réalisation à Draâ-Ben-Khedda, Boghni et dans les quartiers Hamoutène, la Nouvelle Ville et Oued Fali de Tizi-Ouzou, selon le rapport présenté par la Protection civile qui suggère, par ailleurs, une série de mesures à prendre. La direction des travaux publics a lancé, selon son directeur, l'assainissement des ouvrages sur l'ensemble du réseau routier de la wilaya qui compte, rappelons-le, 4 805 km dont 605 de routes nationales. Toutes les dispositions matérielles et humaines

sont d'ores et déjà en alerte et les services qui sont à l'écoute des bulletins de la météo surveillent l'état des routes prêts à intervenir en fonction des urgences et des priorités, assure le même responsable. Son collègue du commerce affirme être dans les mêmes dispositions surveillant l'état du marché, étant, par ailleurs, en contact permanent avec les autorités locales des communes montagneuses afin de déceler d'éventuelles insuffisances d'approvisionnement en produits de large consommation. Un volumineux rapport de la direction de l'industrie et des mines, sur lequel nous reviendrons dans nos prochaines éditions, a été présenté également au conseil par le directeur concerné faisant état de la situation des réseaux de transport et de distribution du gaz et de l'électricité, des programmes en cours de réalisation et, en dernier lieu, du secteur minier.

B. T.

M'KIRA

Une bibliothèque communale et un foyer pour jeunes

Une bibliothèque communale et un foyer pour jeunes viennent d'être réceptionnés au niveau de la commune de M'kira qui relève de la daïra de Tizi Gheniff au grand bonheur de ses habitants qui avaient tant attendus.

Construites toutes les deux à quelques encablures du siège de l'APC, les deux bâtisses sont les premières du genre dans la localité qui, il faut le reconnaître, souffre énormément sur ce plan où on ne trouve point de sites d'attraction.

La bibliothèque, dont les travaux vont bon train afin qu'elle soit

opérationnelle le plus tôt possible, sera ouverte aussitôt son équipement mis en place. Sur cette question, le P/APC, que nous avons contacté, nous dira : «Les travaux avancent bien et elle sera fin prête dans les délais fixés, c'est-à-dire d'ici quatre mois.»

Pour ce qui est du foyer pour jeunes, bien que le bloc soit achevé, et pour des raisons sécuritaires, il n'est pas encore doté de l'équipement nécessaire pour qu'il soit ouvert au public, c'est ce que nous confirme la même source. «On ne peut équiper le foyer pour jeunes tant que le bloc n'est pas sécurisé.» Un problème qui fait barrage à une

éventuelle ouverture et qui vient s'ajouter à d'autres concernant surtout le fonctionnement et la gestion des deux constructions? Jusqu'à présent, les autorités locales ignorent si elle sera cédée à un privé ou à l'éducation pour sa prise en charge. Il est à préciser que pas mal de projets de ce genre, à savoir stèles, foyers pour jeunes, crèches, bibliothèques... bien qu'ils soient achevés et prêts à être opérationnels, leur ouverture tarde à venir, ne serait-ce que pour ce problème de gestion qui perdure et prive plus d'un de pareilles perspectives.

Tezkratt A.

BOUIRA

Les logements de fonction suscitent des mécontentements

En 2005, la wilaya de Bouira avait pris la décision d'acheter auprès de la Cnep quelque 725 logements répartis à travers les 12 daïras pour les besoins des fonctionnaires de l'Etat. Cependant, la situation juridique et financière n'a été clarifiée pour que la wilaya n'en dispose qu'au début de l'année en cours.

Après ce dénouement, il a été procédé à la répartition de ces logements sur les différents secteurs ainsi que les daïras et autres APC pour les besoins des chefs de service et secrétaires généraux. Dans sa correspondance, le wali Bouguerra Ali, a invité juste après son installation en juin dernier, les directeurs et autres responsables à distribuer immédiatement leurs quotas de logements. Le wali a été clair en spécifiant la nécessité d'attribuer ces logements selon les dispositions de la loi de finances 1992, c'est-à-dire aux chefs de service que les directeurs et autres responsables locaux peuvent réquisitionner à tout moment pour nécessité de service.

Cependant, sur le plan pratique, plusieurs directeurs d'exécutif avaient hésité avant de rendre publiques les listes des chefs de service bénéficiaires de ces logements. Car, ce qu'ils craignaient, s'est avéré sur le terrain. Des cadres comme des chefs de bureau et autres ont exprimé publiquement leur mécontentement quant à la majorité des cas qui sont des chefs de service qui ont bénéficié ou possèdent déjà des logements et même des villas pour quelques-uns, selon certaines indiscretions.

Cet état de fait vient d'être dénoncé par la fédération des finances de la wilaya affiliée au Snapap, qui fait état de son exclusion dans la distribution de 14 logements de fonction, et son intention de recourir à une grève dans les prochains jours. Elle demande l'intervention du wali afin d'annuler ces attributions et de revoir la liste des bénéficiaires.

Au mois de juin, ce sont les travailleurs de la direction des services agricoles qui avaient émis des réserves quant à la manière dont ont été attribués les dix logements de fonction qui sont revenus à cette direction. Selon les informations qui circulaient, les chefs de service qui ont bénéficié de ces logements possèdent tous des logements.

Contacté par téléphone pour nous parler de ces mécontentements, le chef de cabinet de la wilaya nous dira que les logements de fonction reviennent, selon les dispositions de la loi de finances 1992, aux chefs de service dans le cadre de l'utilité absolue de service.

Selon notre interlocuteur, les chefs de service ne s'éternisent pas dans leurs postes et tout chef de service qui débarque dans son nouveau poste ou qui est promu à ce poste doit trouver un logement de fonction à sa disposition. Or, dira le chef de cabinet, si les directions s'amusaient à les octroyer aux chefs de bureau, ces derniers peuvent rester pendant toute leur carrière dans ce poste et le logement n'est plus un logement de fonction. Autant dire que la wilaya se retrouvera rapidement à la case départ avec des chefs de service sans logements.

Enfin, le chef de cabinet dira que des dérogations peuvent être demandées dans certains cas par le directeur pour un chef de bureau, mais, «cela reste une exception pas une règle», dira-t-il. Cela étant, rappelons que dans leur mécontentement, les travailleurs contestent souvent la procédure ainsi que les noms des bénéficiaires.

Y. Y.